

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2015)
Heft: 2102

Artikel: Le tourbillon numérique ou la énième fin du travail : la numérisation de l'économie et de nos rapports sociaux constitue un défi majeur pour l'emploi présent et futur et appelle une réglementation spécifique du secteur

Autor: Viallon, François-Xavier

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1017425>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

chambre de 16 m², je reçois chaque mois seize heures d'aide (4h par semaine). Si j'offre 20 m², l'étudiant me donne cinq heures de son temps par semaine pour des activités que nous aurons convenues ensemble. Seul échange économique traditionnel: les charges (électricité, chauffage, eau chaude) sont couvertes à raison de cinq francs par m², afin que le logeur ne dépense pas plus que s'il vivait seul.

Ce concept tellement simple m'a séduite: il fallait l'importer à Genève!

L'intérêt d'un tel projet est de mobiliser des ressources existantes dans la communauté - espace chez des personnes qui vivent seules et temps chez des étudiants qui ont généralement peu de ressources financières -, tout en contribuant à résoudre un problème social important. De plus, si 1% seulement des habitants solitaires dans leurs grands logements genevois se déclarent intéressés par ce projet, c'est l'équivalent d'un foyer d'étudiants de 130

chambres qui est «*construit*» gratuitement.

Dépannage informatique, courses ou repassage, conversation en langue étrangère, accompagner à un rendez-vous ou une sortie, aide administrative, s'occuper d'animaux, cuisiner un repas: l'éventail est large et il suffit de se mettre d'accord sur les activités souhaitées. Toutefois, les soins à la personne sont exclus. Le programme est aussi ouvert aux familles; en fait, à toute personne qui dispose d'une chambre dans son logement.

La recherche de chambres chez l'habitant va commencer en janvier et le programme *1h par m²* sera proposé aux étudiants qui s'inscriront à Genève à l'Université ou en HES pour la rentrée d'automne 2016.

Ce projet fait un pari: que l'envie de contact et d'échange, ainsi que la garantie offerte par le processus mis en place, l'emporteront sur les résistances normales à l'intrusion d'une personne étrangère dans son espace

personnel. Pas d'avalanche de réponses aléatoires suivant une petite annonce; chaque logeuse ou logeur sera mis en contact avec un, deux, au maximum trois étudiants, intéressés par les activités souhaitées. Une convention d'hébergement détaillée sera signée après deux semaines d'essai et un suivi pourra être organisé, chaque fois qu'il sera demandé.

Le processus de recherche de chambres et la qualité souhaitée dans la mise en lien des hébergeurs et des hébergés a un coût. Séduite par l'aspect logement intergénérationnel, la Fondation BNP Paribas Suisse finance durant trois ans une grande partie du projet et l'Université de Genève met à disposition sa logistique, en accueillant le programme au sein de son Bureau du logement. Quant à Pro Senectute Genève, elle offre sa connaissance du monde des seniors.

L'idée est pétillante. Il ne reste plus qu'à la réaliser. Et à faire démentir la réputation de frilosité des Genevois!

Le tourbillon numérique ou la énième fin du travail

La numérisation de l'économie et de nos rapports sociaux constitue un défi majeur pour l'emploi présent et futur et appelle une réglementation spécifique du secteur

François-Xavier Viallon - 25 novembre 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28477>

Depuis le 19e siècle, des prédictions relatives à la fin imminente du travail ont été

faites à plusieurs reprises. La rationalisation du processus de production a conduit de

nombreux secteurs d'activités à s'interroger sur leur avenir: l'agriculture, les tisserands, le

petit commerce.

L'ère numérique dans laquelle nous nous immergeons chaque jour davantage apporte elle aussi ses gains de productivité, notamment dans le traitement, le stockage et l'échange d'informations. A tel point que, du web 2.0 vulgarisé il y a moins de dix ans, nous sommes désormais passés à [l'industrie 4.0](#). Vous n'avez pas fait vos mises à jour? Attention, vous risquez peut-être le chômage.

Les interconnexions entre espaces, objets et personnes augmentent continuellement, au travail comme dans la vie privée, créant une quantité faramineuse de données mises progressivement en lien jusqu'à créer un [champ informationnel global](#) et autonome. Ce champ ouvre de vastes possibilités que certaines personnes abordent de manière ludique, par exemple avec le [pipotron](#).

D'autres, tels des pionniers, exploitent une quantité gigantesque de données à la croissance exponentielle. Ils participent d'un côté à l'amélioration des produits que nous consommons, de l'autre à une connaissance et à une surveillance toujours accrues de nos habitudes et besoins. Et l'exploitation de ce champ peut rapporter gros: le nombre croissant de [«licornes»](#), ces entreprises dont la valorisation estimée dépasse le milliard de dollars avant même leur entrée en bourse, symbolise l'ouverture d'un marché de biens et services numériques où une idée et quelques

milliers de lignes de code peuvent bouleverser tout un secteur de l'économie.

Quelles conséquences cela aura-t-il sur le travail? A court et moyen terme, [deux chercheurs](#) de l'Université d'Oxford estiment très probable l'automatisation ou l'importante réduction de plusieurs catégories d'emploi: par ordre décroissant de probabilité, ils nomment les télémarketeurs, les comptables, les vendeurs, les rédacteurs techniques, les agents immobiliers, les dactylos.

La morosité du marché du travail européen - surtout pour les jeunes - ne laisse pas présager d'améliorations globales dans les années à venir, mis à part les métiers de la santé et l'informatique qui ont le vent en poupe. Au point qu'[au Japon](#), afin de pallier le manque de personnel, on s'apprête même à substituer des robots aux aides-soignantes.

Une fin du travail est en soi peu probable, en tout cas tant que la consommation - aujourd'hui essentiellement composée de services, bientôt en partie automatisés - poursuit son accroissement.

Le phénomène observé consisterait plus en une [substitution progressive du travail par le capital](#), avec les problèmes de concentration et de redistribution de richesse que cela implique: les gagnants - inventeurs de licornes et détenteurs de capital -

accumulent et laissent sur le carreau les perdants - personnes aux qualifications non rentables. D'une certaine manière, l'augmentation constante du PIB en Europe ces 20 dernières années - excepté 2009 - couplée à la stagnation des salaires ainsi qu'à une remise en question toujours plus nette du droit du travail, des retraites et des autres formes de protection sociale illustrent déjà cette tendance.

Le rouleau-compresseur du progrès va-t-il casser le dos à celles et à ceux qui n'ont pas la souplesse de s'adapter ni l'aptitude à se requalifier? Afin de limiter les déboires financiers des plus mal lotis, certains militent en faveur d'un revenu de base inconditionnel. Version affranchie des carcans administratifs de l'aide sociale, ce concept reste pour l'instant très impopulaire, car il provoquerait une douloureuse entorse à notre conception du travail héritée de grand-papa.

Afin d'éviter un débat peu fructueux où la gauche (de la gauche?) plaiderait seule contre tous les autres partis politiques, ne devrions-nous pas plutôt réfléchir à un cadre réglementaire propice au développement numérique et permettant un partage plus équitable des bénéfices ([DP 2071](#))?

La création de droits de propriété spécifiques aux codes des logiciels et des plans numériques d'objets physiques permettrait de repenser non seulement la distribution des rentes générées par ces lignes

de code, mais également de favoriser une approche plus coopérative entre acteurs où le produit de l'un peut être utilisé

par tout autre en vue de développer son propre produit.

Et peut-être cette capitalisation du travail permettra-t-elle de

réaliser la semaine de 15 heures prédictes par [John Maynard Keynes](#) il y a plus de 80 ans.

De gros nuages à l'horizon des médias suisses

Entre développement de la numérisation et chute de la qualité de l'information

Invité: Jacques Vallotton - 24 novembre 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28469>

Les Suisses consomment toujours plus d'informations en ligne, au détriment des médias traditionnels que sont les journaux, radios et chaînes de télévision.

Cette tendance de fond est confirmée par l'Institut de recherche Fög de l'Université de Zurich. Son [sixième rapport annuel](#) à l'origine de ce constat ne surprend pas et il suscite comme chaque fois des interrogations, voire des controverses, au sujet de l'évolution de la qualité des médias en Suisse.

On y apprend en particulier que les jeunes adultes de 16 à 29 ans s'informent de moins en moins à travers les médias classiques: presse imprimée, radio et télévision. Entre 2009 et 2015, la proportion de jeunes adultes consultant régulièrement les journaux imprimés par abonnement est passée de 44% à seulement 26%. Pour la télévision, cette part est passée de 65% à 39% et pour la radio, de 66% à 43%.

Autre fait significatif chez les

jeunes adultes: le recul de leur intérêt pour l'information proposée par les médias classiques n'est pas pour autant compensé par une utilisation accrue des médias en ligne; car l'information qu'ils consomment sur les réseaux est souvent de qualité médiocre, chargée d'émotion, événementielle et sans mise en perspective. Donc, l'attrait de l'information pour cette catégorie de jeunes adultes est en baisse de manière générale, quels que soient les vecteurs utilisés.

Le divertissement d'abord

L'Institut Fög étudie aussi l'évolution des médias helvétiques en examinant le type d'information proposé aux consommateurs. Il en ressort que la tendance générale est à l'augmentation des *soft news* au détriment des *hard news*.

Autrement dit les nouvelles de divertissement se développent beaucoup plus rapidement que les nouvelles considérées comme plus sérieuses. Ceci surtout à cause des réseaux sociaux principalement, mais

aussi des journaux gratuits, qui dominent le marché des deux côtés de la Sarine. Et ces derniers ne sont pas sans influencer indirectement les choix rédactionnels des autres quotidiens, qui craignent de perdre des lecteurs en n'offrant pas aussi de l'info-divertissement.

Comme le souligne le professeur Mark Eisenegger, de Fög, des thèmes politiques importants sont dorénavant moins bien traités, voire carrément laissés de côté, à l'exception remarquable, il est vrai, de l'initiative contre l'immigration de masse. Ainsi la question du secret bancaire en Suisse n'arrive-t-elle qu'au 74e rang des sujets répertoriés, la réforme de l'AVS qu'au 90e rang et la réforme de l'imposition des entreprises qu'au 133e rang.

Indépendamment du fait que de plus en plus de consommateurs sont attirés par des informations à contenus faciles et légers, des critères économiques peuvent expliquer aussi la tendance générale à